

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels\**



TROISIÈME COMMISSION  
24e séance  
tenue le  
lundi 26 octobre 1987  
à 15 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 24e SEANCE

Président : M. RITTER (Panama)

SOMMAIRE

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA DEUXIÈME  
DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE : RAPPORTS DU  
SECRETAIRE GENERAL (suite)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET L'OBSERVATION  
EFFECTIVES DES DROITS DE L'HOMME, DE LA REALISATION UNIVERSELLE DU DROIT DES  
PEUPLES A L'AUTODETERMINATION ET DE L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET  
AUX PEUPLES COLONIAUX : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (suite)

POINT 92 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION  
RACIALE (suite)

POINT 95 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION A  
L'EGARD DES FEMMES (suite)

POINT 96 DE L'ORDRE DU JOUR : STRATEGIES PROSPECTIVES D'ACTION POUR LA PROMOTION DE  
LA FEMME D'ICI A L'AN 2000 (suite)

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR : INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION  
POUR LA PROMOTION DE LA FEMME : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (suite)

\*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la  
délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef  
de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées  
sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque  
commission.

Distr. GENERALE  
A/C.3/42/SR.24  
10 novembre 1987  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 25.

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA DEUXIEME DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (suite) (A/C.3/42/L.10)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET L'OBSERVATION EFFECTIVES DES DROITS DE L'HOMME, DE LA REALISATION UNIVERSELLE DU DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION ET DE L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (suite) (A/C.3/42/L.11)

POINT 92 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE (suite) (A/C.3/42/L.13)

1. Le PRESIDENT dit que l'adoption des projets de résolution L.10, L.11 et L.13 par consensus à la séance précédente ne constitue pas un précédent. Compte tenu des observations formulées par un certain nombre de délégations, les projets de résolution feront désormais l'objet de décisions séparées.

2. Mme MUKHERJEE (Inde), expliquant le vote de sa délégation sur le projet de résolution L.11, dit que le droit que les peuples ont de "disposer d'eux-mêmes", selon les termes de l'article premier du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ne s'applique qu'aux peuples sous domination étrangère, et non aux Etats indépendants souverains ou aux groupes faisant partie d'un peuple ou d'une nation.

3. M. GIESDER (République fédérale d'Allemagne), expliquant le vote de sa délégation sur le projet de résolution L.10, dit que, tout en approuvant l'adoption du projet de résolution par consensus, elle éprouve néanmoins des réserves quant à la mention des travailleurs migrants au dernier alinéa du préambule ainsi qu'aux paragraphes 6 et 14 du projet de résolution. Selon le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, on ne saurait établir de relation entre le statut de travailleur migrant et la discrimination raciale.

4. M. AMSELEN (Etats-Unis d'Amérique), expliquant le vote de sa délégation sur le projet de résolution L.10, dit que celle-ci ne s'est pas jointe au consensus sur le projet de résolution en raison de l'opposition bien connue des Etats-Unis à la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale, selon laquelle le sionisme est une forme de racisme; à leur avis, cette résolution ternit l'histoire de l'ONU et est une insulte au peuple et à l'Etat d'Israël, alors que l'ONU a joué un rôle majeur dans la formation de ce pays.

POINT 95 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES (suite) (A/42/3, A/42/38, A/42/383, A/42/627)

POINT 96 DE L'ORDRE DU JOUR : STRATEGIES PROSPECTIVES D'ACTION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME D'ICI A L'AN 2000 (suite) (A/42/3, A/42/516, A/42/528, A/42/597/Rev.1)

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR : INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (suite) (A/42/3, A/42/444)

5. Mme TAVARES DE ALVAREZ (République dominicaine) dit que des mesures juridiques et sociales ont été adoptées dans son pays pour promouvoir l'égalité des sexes dans tous les domaines. Depuis les années 60, lorsqu'on a commencé à reconnaître l'importance de la femme en tant que ressource humaine jusque-là négligée, les femmes commencent à avoir une idée plus claire de leur place dans la communauté et à être prises en considération dans les politiques et plans de développement. Avant la fin des années 60, 26 femmes avaient été nommées gouverneurs de province.

6. A la suite de l'Année internationale de la femme et de la Décennie des Nations Unies pour la femme, la République dominicaine mène une politique active dans tous les domaines intéressant les femmes. En 1982, un Département de la promotion de la femme a été créé pour coordonner les programmes et projets pertinents, appliquer les mesures envisagées dans le Plan d'action mondial et le Plan d'action régional visant à intégrer les femmes au développement économique et social, ainsi que dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme. Tout récemment, ce département a organisé un séminaire sur la participation des femmes à la politique, auquel ont pris part les principaux partis politiques du pays.

7. Malheureusement, il a fallu suspendre nombre de plans et projets intéressant les femmes en raison de la situation économique désastreuse du pays, laquelle résulte non seulement de sa dette extérieure et du service de celle-ci, mais également du déséquilibre des termes de l'échange et de la chute des prix des produits de base.

8. En tant qu'Etat partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la République dominicaine a présenté au Secrétaire général le rapport demandé à l'article 18. La délégation dominicaine a lu avec intérêt le rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement sur les activités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (A/42/597/Rev.1) et note avec satisfaction que celui-ci a maintenant dix ans. Le Fonds fournit un appui inestimable aux pays en développement dans la préparation et l'exécution des programmes de développement en faveur des femmes.

9. La représentante de la République dominicaine tient à souligner l'importance de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme. En tant que pays hôte de cet Institut, la République dominicaine lui a toujours fourni tout son appui et toute sa coopération. De nos jours, aucune société ne saurait se passer de la contribution des femmes à tous les aspects de l'activité économique et sociale. L'Institut a pour objet d'éliminer les obstacles qui empêchent les femmes de participer pleinement à la vie de la communauté et de la société tout entière. La délégation dominicaine engage vivement la communauté internationale à appuyer l'Institut autant que faire se peut, notamment sur le plan financier à l'occasion de la prochaine conférence d'annonce de contributions.

10. Mlle DIEGUEZ (Mexique) approuve la décision du Secrétaire général de donner la priorité à la promotion de la femme dans le prochain budget-programme, ce qui aidera à faire progresser l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi dans tout le système des Nations Unies. Donner la priorité aux femmes signifie donner la priorité à la solution de problèmes qui se posent à plus de la moitié de la population mondiale.

11. Le document A/42/528 montre que le centre de liaison pour la mise en oeuvre des Stratégies de Nairobi est le Service de la promotion de la femme du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires. La représentante du Mexique y note également quels organes ont créé des centres de coordination et fixé des objectifs quinquennaux dans le cadre de l'application des Stratégies et constate que certains organes dont la politique est particulièrement importante pour l'intégration des femmes au développement ne l'ont pas encore fait. L'action internationale doit aller de pair avec une action nationale menée dans chaque pays membre pour suivre et évaluer l'application des Stratégies, objectif que la Commission de la condition de la femme a inscrit à l'ordre du jour de sa session de 1988 en tant que question prioritaire.

12. Au Mexique, le programme national pour l'intégration des femmes au développement vise à promouvoir la participation des femmes au système économique, politique, social et culturel sur un pied d'égalité avec les hommes; depuis 1974, plusieurs réformes législatives ont également été entreprises afin d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes. La stratégie nationale est également de changer les conceptions traditionnelles du rôle de l'homme et de la femme dans la société. Tous les services des gouvernements des Etats et du gouvernement fédéral sont chargés, dans leurs domaines de compétence respectifs, d'élaborer et de faire appliquer des programmes, la stratégie étant ainsi mise à exécution dans tout le secteur public, grâce à une coordination entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des Etats, grâce à une politique économique et sociale et grâce à une action conjuguée du secteur public et des particuliers. Si les femmes jouent maintenant un rôle plus important dans tous les domaines de la vie nationale, des barrières idéologiques et culturelles limitent encore leur participation, aux niveaux les plus élevés, à la formulation des politiques de développement. Le Gouvernement étudie constamment les obstacles qui empêchent l'intégration des femmes à la vie du pays et il a toujours préconisé une action de l'ONU visant à éliminer la discrimination fondée sur le sexe.

13. A l'ONU même, le Mexique exhorte vivement le Secrétaire général à augmenter le nombre de femmes aux postes les plus élevés, tout en respectant le principe d'une répartition géographique équitable. Le Gouvernement mexicain reconnaît que, malgré les contraintes financières que connaît l'Organisation, des efforts ont été faits pour poursuivre l'application du programme d'action concernant l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat. Il est important de promouvoir et de suivre ce programme afin d'atteindre les objectifs fixés par l'Assemblée générale, et c'est pourquoi la délégation mexicaine se félicite du travail accompli par le bureau de la Coordonnatrice pour l'amélioration de la situation des femmes.

(Mlle Dieguez, Mexique)

14. La représentante du Mexique note que la Commission de la condition de la femme a restructuré son programme pour les sessions à venir, afin de mieux suivre et évaluer les Stratégies et de se consacrer à une étude approfondie des principaux problèmes qui se posent aux femmes.

15. Il ressort du rapport sur l'état de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (A/42/627) que le nombre d'Etats parties à cette convention a augmenté; cela montre que la plupart des pays ont la volonté politique de réaliser l'égalité de droit entre les sexes.

16. Au cours de l'Année internationale de la paix, le Mexique a entrepris diverses activités pour mettre en oeuvre la Déclaration sur la participation des femmes à la promotion de la paix et de la coopération internationales, dans laquelle les femmes ont demandé qu'il soit mis fin aux essais, à la production et au déploiement d'armes nucléaires.

17. La représentante du Mexique accueille avec satisfaction le rapport sur l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (A/42/444). Les programmes exécutés par l'Institut pallient le manque de statistiques fiables sur les femmes, dont le Mexique s'est souvent montré préoccupé.

18. Comme d'autres pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, le Mexique a bénéficié de l'assistance du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), qui célèbre son dixième anniversaire, et note avec satisfaction les priorités assignées par UNIFEM à la région.

19. M. WOTAVA (Autriche), notant les dispositions prises pour appliquer les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, ne doute pas que, malgré les contraintes budgétaires, le Service de la promotion de la femme sera en mesure de mener à bien sa tâche difficile. Il espère que toute résolution que la Commission adopterait fera ressortir qu'outre les pouvoirs, il faut des ressources suffisantes.

20. Le représentant de l'Autriche accueille avec satisfaction le rapport sur l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (A/42/444), qui met en lumière l'importance de la recherche, de la formation et en particulier de l'information pour une participation accrue des femmes au développement, de même que la nécessité d'une approche multidisciplinaire intégrée si l'on veut trouver des solutions pratiques. Les récentes études d'un groupe consultatif de haut niveau sur la nécessité d'associer les femmes aux politiques économiques internationales et sur les effets de ces politiques sur leur condition présentent un intérêt particulier. Il est absolument nécessaire que les femmes participent pleinement au développement social et économique.

21. Le rapport d'activité du Secrétaire général sur les préparatifs de la première mise à jour périodique de l'étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement (A/42/508) donne une idée de l'ampleur de cette tâche. On accordera une attention particulière à l'effet des politiques macro-économiques sur la

(M. Wotava, Autriche)

participation des femmes au développement. Les Etats Membres devraient coopérer étroitement avec les divers organismes pour cette mise à jour, étant donné l'effet que les politiques nationales d'ajustement économique ont sur la situation économique des femmes.

22. En ce qui concerne l'application de la Déclaration sur la participation des femmes à la promotion de la paix et de la coopération internationale, la délégation autrichienne s'intéresse particulièrement à l'élaboration de mesures institutionnelles, pédagogiques et administratives destinées à faciliter la participation des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, à la prise de décisions au niveau de la nation. En Autriche, on a récemment exécuté des programmes centrés sur la mise à jour de la législation concernant l'égalité des sexes, la promotion des femmes dans le service fédéral, la planification des carrières pour les jeunes filles et des programmes de formation visant à donner plus d'assurance aux femmes. Les Etats devraient donner au Secrétariat des directives claires en ce qui concerne la suite à donner à la Déclaration, et la délégation autrichienne suggère donc qu'un colloque d'éminentes personnalités se tienne à Vienne pour qu'on y examine la participation des femmes à la vie publique.

23. S'agissant de la Consultation interrégionale sur les politiques et les programmes de protection sociale orientés vers le développement, tenue à Vienne en 1987, le représentant de l'Autriche note que les principes directeurs adoptés à cette occasion montrent clairement que la politique de protection sociale devrait promouvoir non seulement le concept d'égalité mais aussi les changements structurels nécessaires, aux niveaux social et économique, pour réaliser cette égalité.

24. Mme DINGJAN-LAARAKKER (Pays-Bas) dit que, en tant que représentante des femmes néerlandaises, son objectif est à la fois de représenter les femmes et de rendre compte dans son pays de ce qui se passe et des décisions que l'on est en train de prendre à l'ONU. Les Néerlandaises désirent savoir exactement ce que l'ONU fait pour les femmes dans le monde.

25. L'autonomie des femmes est l'une des principales préoccupations de l'Année internationale du logement des sans-abri. Il est clair que toutes les régions du monde ont des problèmes en ce domaine et que ces problèmes font obstacle à la promotion de la femme sous tous ses aspects. Il faut prêter assistance aux femmes, qui sont souvent parmi les plus démunis d'entre les pauvres et qui portent la responsabilité de leurs enfants et du ménage, outre qu'elles doivent assurer tout ou partie du revenu familial. Il est bon de se rappeler qu'une série de paragraphes des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme contient des recommandations sur la construction de maisons, le logement, le développement communautaire et les transports.

26. Le processus incessant d'urbanisation qui résulte du mouvement des populations des zones rurales vers les villes donne naissance à un nombre croissant de taudis, aggravant la situation de nombreuses femmes qui vivent déjà dans des conditions

(Mme Dingjan-Laarakker, Pays-Bas)

misérables. Un projet sur l'information et la communication visant à promouvoir le rôle des femmes dans les activités se rapportant aux établissements humains a été mis en route à la suite d'une proposition faite par les Pays-Bas à la session de la Commission des établissements humains tenue à Nairobi en 1987.

27. Depuis 1975, la question des femmes et du développement suscite une attention particulière aux Pays-Bas, où un programme d'action a récemment pris forme, qui vise à intégrer de façon structurelle et systématique les femmes en tant que participantes au processus de développement. Ce programme est notamment conçu pour améliorer l'organisation des femmes et leur permettre de mieux intervenir dans la prise de décisions à tous les niveaux, pour améliorer les conditions de travail des femmes, pour encourager les échanges d'informations et la communication, de même que les activités d'éducation et de formation, et pour lutter contre la violence physique et l'exploitation sexuelle. Les Pays-Bas useront de leur influence auprès des institutions multilatérales pour veiller à ce que les intérêts et les besoins des femmes soient pris en considération. Lors de la sélection de consultants appelés à travailler à des projets de développement, on tiendra plus qu'auparavant compte de leurs compétences dans le domaine des femmes et du développement.

28. La violence physique, l'exploitation sexuelle et la traite des femmes sont des problèmes de plus en plus graves. Les gouvernements devraient étudier avec soin les précieuses recommandations formulées par le Rapporteur spécial de la Sous-Commission chargée de la lutte contre la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui. A la Conférence de Nairobi, en juillet 1985, la délégation néerlandaise a attiré l'attention sur la traite des femmes et le tourisme sexuel, préconisant une prise de conscience de ces phénomènes, des moyens de les combattre et de l'aide aux victimes. Le Gouvernement néerlandais recherche activement les moyens de faire participer ses ambassades à l'étranger à la lutte contre la violence sexuelle et la traite des femmes, et le phénomène des mariages fictifs, souvent utiles pour perpétuer la traite des femmes, le préoccupe également.

29. La délégation néerlandaise espère que la discussion spéciale sur la violence contre les femmes dans la famille et la société, qui doit commencer à la session de 1988 de la Commission de la condition de la femme, débouchera sur la formulation d'une politique internationale efficace. Le problème croissant de la violence dans la famille, qui accentue l'état d'infériorité des femmes et empêche celles-ci de participer pleinement et sur un pied d'égalité aux activités économiques, sociales, culturelles et politiques, mérite d'être condamné avec la dernière énergie. Les projets entrepris aux Pays-Bas pour aider les femmes et les enfants maltraités ainsi que les victimes de viol contribuent efficacement à prévenir la violence dans la famille.

30. La délégation néerlandaise reconnaît que la session de janvier 1987 de la Commission de la condition de la femme a contribué de manière constructive à intégrer les préoccupations des femmes dans toutes les activités de planification et de programmation du système des Nations Unies. Elle espère que la Commission conservera ce style actif, pratique et apolitique. Elle se félicite des mesures

(Mme Dingjan-Laarakker, Pays-Bas)

prises par le Conseil économique et social touchant le plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne les femmes et le développement ainsi que la coordination, à l'échelle du système, de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme.

31. La représentante des Pays-Bas félicite le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) pour ses 10 ans de travaux en faveur de la promotion de la femme. UNIFEM pourrait faire davantage pour promouvoir les intérêts des femmes dans le cadre de la planification du développement à l'échelon national. Il faudrait renforcer et élargir sa stratégie d'intervention au nom des femmes pour passer de l'approche sélective actuellement retenue à une application générale dans tous les pays intéressés. En particulier, lorsque les activités en cours d'autres organismes de développement ne prévoient encore rien dans le domaine des femmes et du développement, il demeure essentiel qu'UNIFEM sensibilise les décideurs et les planificateurs. Le Fonds peut être assuré que le Gouvernement néerlandais lui conservera son appui.

32. L'emploi est un élément majeur pour ce qui est d'assurer l'indépendance des femmes. Les Pays-Bas ont pris des mesures législatives assurant un salaire égal et un traitement égal aux femmes, outre qu'ils ont facilité la garde des enfants et ouvert davantage le marché du travail aux femmes de tous les âges.

33. Il est important que les femmes soient représentées aux postes de décision, à la fois dans les organismes des Nations Unies et ailleurs. La délégation néerlandaise s'est félicitée de la nomination de femmes aux postes de directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne, secrétaire générale adjointe à l'information et directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. La représentante des Pays-Bas espère que de nombreuses femmes suivront leurs traces jusqu'à des postes de direction.

34. Mme SAELZLER (République démocratique allemande) dit que depuis la proclamation de l'Année internationale de la femme en 1975, les Etats Membres de l'ONU n'ont cessé d'oeuvrer en faveur de l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de leur participation à tous les domaines de la vie sociale sur un pied d'égalité avec les hommes. Les informations reçues à ce jour par l'Organisation des Nations Unies, y compris les renseignements donnés oralement par les représentants à la Troisième Commission, montrent clairement que, si les progrès ont été universels dans la réalisation de l'égalité des droits pour les femmes, les rythmes de développement sont très différents selon les pays. Pour beaucoup d'entre eux, il faudra relativement longtemps pour atteindre les objectifs énoncés dans les Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme d'ici à l'an 2000. La RDA sait par expérience que les mesures législatives ne suffisent pas et que des questions telles que l'éducation, l'emploi, les services de santé pour les femmes et leurs enfants ainsi qu'une participation croissante de celles-ci à la prise de décisions revêtent une importance universelle pour l'avènement de l'égalité des droits des femmes.



(Mme Saelzler, Rép. dém. allemande)

35. Les objectifs prioritaires de la Décennie des Nations Unies pour la femme, à savoir l'égalité, le développement et la paix n'ont jamais été aussi pertinents. Cela est particulièrement vrai du maintien de la paix qui est une condition sine qua non de l'égalité et du développement. Sachant que la guerre et les conflits empêchent toute amélioration de leur condition, les femmes attachent une grande importance au maintien de la paix et au renforcement de la coopération internationale. Elles placent les plus grands espoirs dans la conclusion d'un accord entre l'Union soviétique et les États-Unis sur l'élimination des missiles nucléaires à portée intermédiaire.

36. Le développement continu présuppose le maintien de la paix. Les femmes de la RDA ont réaffirmé leur attachement à la paix lors de nombreuses manifestations organisées à l'occasion de l'Année internationale de la paix et de la Journée internationale de la femme et elles ont réaffirmé leur solidarité avec les femmes qui luttent encore pour l'égalité des droits. Au cours d'une réunion tenue lors de la Marche pour la paix Olaf Palme, plusieurs semaines auparavant, quelque 10 000 femmes de la République démocratique allemande, ainsi que des femmes de la République fédérale d'Allemagne, de Tchécoslovaquie, d'Autriche et de Suède ont lancé un appel en faveur de la création d'un couloir exempt d'armes nucléaires en Europe centrale. Cette réunion a montré de façon impressionnante que, si elles attachent la plus haute priorité au droit de l'humanité à vivre dans la paix, des femmes de pays dotés de systèmes sociaux différents sont tout à fait capables d'oeuvrer ensemble à la réalisation des droits des femmes.

37. La délégation de la RDA se félicite de l'oeuvre utile accomplie par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la Commission de la condition de la femme. Ces deux organes doivent maintenant adapter leurs méthodes de travail pour répondre à des demandes croissantes. C'est pourquoi, la délégation de la RDA appuie les résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa première session ordinaire de 1987 en vue d'améliorer l'efficacité de la Commission de la condition de la femme.

38. En RDA, l'égalité en droits des femmes est garantie par la Constitution et s'inscrit dans la réalité. Pour aider les femmes à concilier leurs devoirs de mères, leurs activités de ménagères et leur emploi, le Gouvernement a adopté un programme d'aide sociale à long terme. La délégation de la RDA estime que l'action constructive et énergique de tous les États Membres permettra de surmonter les obstacles à la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi et se déclare prête à participer activement à la poursuite de cet objectif.

39. Mme CLARK (Nouvelle-Zélande) dit que la Nouvelle-Zélande a été le premier pays du monde à donner aux femmes le droit de vote en 1893; d'autres mesures ont été prises par la suite pour protéger les droits des femmes et interdire la discrimination fondée sur le sexe ou la situation matrimoniale. Cependant, par elles-mêmes, les lois ne changent pas les comportements, pas plus qu'elles ne sont une garantie de justice. La délégation néo-zélandaise se félicite du résultat de la session de janvier 1987 de la Commission de la condition de la femme; grâce à l'accord intervenu sur la structure des sessions futures, celle-ci pourra traiter

(Mme Clark, Nouvelle-Zélande)

des questions de fond, plutôt que des questions techniques ou procédurales. Le choix de thèmes prioritaires est un moyen logique d'aborder l'ordre du jour extrêmement chargé imposé par les Stratégies prospectives d'action, tout en garantissant l'examen suffisamment approfondi de chaque sujet.

40. La délégation néo-zélandaise prend note avec satisfaction du séminaire sur les mécanismes nationaux de promotion de la femme et estime que de tels séminaires représentent un aspect très utile des activités de la Commission. Les réponses des Etats Membres au questionnaire qui leur a été adressé montrent que, dans chaque pays, la possibilité pour le mécanisme national d'avoir accès à l'autorité compte plus que sa structure; en même temps, il est clair que l'existence même d'un mécanisme national a, dans de nombreux cas, entraîné des changements bénéfiques pour les femmes.

41. La Nouvelle-Zélande a fait des efforts considérables pour mettre au point un mécanisme efficace pour améliorer la condition de la femme. Le Ministère des questions féminines, créé en 1985, identifie les préoccupations prioritaires des femmes en Nouvelle-Zélande et planifie une action efficace du gouvernement; dans certains cas, il coordonne l'action des organisations non gouvernementales ou des particuliers. Divers programmes de discrimination positive et de sensibilisation montrent qu'il faut poursuivre les efforts déployés dans ce domaine. Puisque les femmes sont les mieux placées pour déterminer quels programmes et politiques leur sont le plus utiles, on les encourage à faire connaître leurs vues.

42. Il est important aussi de rester à l'écoute des femmes sur le plan international et les organisations non gouvernementales ont un rôle particulièrement utile à jouer à cet égard. Les organisations qui, comme le Conseil international des femmes, ont un réseau d'information et un nombre de membres qui dépassent de loin ceux des autres organisations intergouvernementales officielles peuvent apporter une contribution décisive à l'examen des Stratégies prospectives d'action, en particulier la Commission de la condition de la femme. Elles peuvent stimuler les programmes de l'Organisation des Nations Unies et fournir un apport essentiel à des thèmes prioritaires comme les problèmes des femmes rurales et l'accès à l'information pour la paix et les efforts tendant à éliminer la violence dans la famille.

43. La délégation néo-zélandaise espère que le Secrétariat entreprendra des travaux préparatoires approfondis sur ces deux thèmes prioritaires de 1988, qui sont des questions de fond, à la différence du thème des mécanismes nationaux qui est une question technique.

44. M. NENEMAN (Pologne) dit que la mise en oeuvre et le suivi des Stratégies prospectives d'action exigent, pour être efficaces, une harmonisation avec les stratégies et programmes d'action de tous les organismes compétents des Nations Unies. Le système des Nations Unies a donné la priorité à la mobilisation et à l'intégration effectives des femmes aux programmes et activités de développement. La délégation polonaise se félicite de l'intention manifestée par le PNUD, le FISE, le FNUAP et le PAM de travailler en collaboration étroite à cet

(M. Neneman, Pologne)

égard, de coordonner la planification de leurs programmes et d'harmoniser leur action en faveur des femmes dans le cadre de leurs activités opérationnelles de développement.

45. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes jouent un rôle important dans la lutte contre les préjugés et les obstacles auxquels se heurtent traditionnellement les femmes. Il est regrettable que de nombreux pays ne soient pas encore parties à la Convention. Si tous les gouvernements acceptaient les normes fixées par la Convention et les incorporaient à leur législation interne, ce serait la mesure la plus importante jamais adoptée pour l'élimination universelle de la discrimination à l'égard des femmes.

46. La Pologne appuie constamment tous les programmes et activités entrepris par le système des Nations Unies dans le but de favoriser la promotion de la femme. Elle appliquera toutes les recommandations figurant dans les Stratégies prospectives d'action, de même que les dispositions de la Convention. Bien que le principe de l'égalité de traitement des hommes et des femmes soit entièrement respecté dans la législation polonaise, il reste encore beaucoup à faire pour assurer l'égalité de fait dans tous les domaines de la vie économique, politique, sociale et culturelle. Le Commissariat aux questions intéressant la femme, récemment créé en Pologne, coordonne l'application des mesures et formule des programmes et stratégies appropriés, prévoyant notamment des mesures visant à améliorer la situation des groupes les plus vulnérables.

47. En Pologne, les femmes représentent plus de 45 % de la main-d'oeuvre dans le secteur public; elles prédominent surtout dans le secteur des services, où les traitements sont en général moins élevés que dans les autres branches de l'économie, bien que l'on s'efforce d'éliminer ces disparités. On prend aussi des mesures spéciales pour attirer plus de femmes vers les métiers bien rémunérés, traditionnellement masculins. On multiplie les centres de puériculture et on améliore les services ménagers et facilités dans ce domaine pour créer des conditions qui leur permettent de concilier leurs activités professionnelles, leur participation à la vie publique et leurs obligations maternelles et familiales. Bien que les stéréotypes des rôles féminin et masculin dans les activités ménagères aient considérablement évolué au cours des 10 dernières années, d'autres modifications sont nécessaires pour faire participer davantage les maris aux travaux ménagers et à l'éducation des enfants. Le Commissariat encourage les enseignants et les médias à promouvoir cette évolution et ce que l'on appelle les "couples de partenaires". Un plus grand nombre de femmes parmi les responsables des orientations et de la gestion des affaires publiques devrait aussi aider à résoudre les problèmes qui se posent aux femmes en Pologne. Le Commissariat supervise la recherche sur les conditions de vie et de travail des femmes en Pologne ainsi que sur leur participation à la vie publique et il est prévu de créer une banque de données spéciale sur la situation sociale et professionnelle des femmes. Le Conseil législatif et les organisations de juristes vont aussi resserrer leur collaboration en ce qui concerne les changements à apporter au Code du travail pour protéger le travail des femmes.

(M. Neneman, Pologne)

48. Le maintien de la paix internationale est d'une importance primordiale pour la condition de la femme; l'absence de progrès importants dans les négociations sur le désarmement, le déclenchement de nouveaux conflits armés et la renaissance du néo-colonialisme, de la domination et de l'occupation étrangères, du racisme et de l'apartheid sont autant d'obstacles à la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme. Les femmes ont un rôle important à jouer pour préparer les enfants et les jeunes à la vie dans la paix et pour promouvoir un esprit de tolérance, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples, indépendamment de leur système politique, de leur race et de leur religion. Dans les congrès, réunions et séminaires internationaux, les femmes polonaises ont contribué activement à promouvoir la paix et la sécurité internationales.

49. Mme SANTHOSO (Indonésie) dit que l'Indonésie est devenue partie à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes parce qu'elle est résolue à assurer la pleine égalité de droits des femmes à tous les niveaux de leur participation au développement. La Constitution indonésienne garantit l'égalité entre les hommes et les femmes.

50. La délégation indonésienne est pleinement consciente des limites de l'action du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; il faudrait envisager la possibilité pour le Comité de se réunir en permanence à Vienne afin de combler le retard pris dans son travail.

51. Il ne faut pas considérer que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est affaiblie par les réserves qui y sont faites; il est inscrit dans la Convention même que chaque pays a le droit de faire des réserves, et celles-ci devraient être considérées comme étant très utiles au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, lui permettant de trouver le moyen d'adapter la Convention de façon à en faire un instrument acceptable en vue de promouvoir la condition de la femme grâce à une évolution progressive.

52. Il est encourageant de noter que des progrès ont été faits dans le système des Nations Unies pour ce qui est de l'application des Stratégies prospectives d'action et que les institutions spécialisées ont pris des mesures pour renforcer leurs centres de liaison et promouvoir plusieurs femmes à des postes de décision. Sans ignorer les contraintes actuelles, la délégation indonésienne note avec préoccupation que les objectifs fixés en pourcentage de femmes aux postes d'administrateur et de décideur n'ont pas été atteints. Elle se félicite des progrès réalisés par le Département des affaires économiques et sociales internationales dans l'analyse des programmes interorganisations, étude qui, une fois achevée, facilitera le suivi de l'exécution du plan à moyen terme à l'échelle du système concernant les femmes.

53. Il est encourageant de voir que des mesures sont prises sans cesse pour améliorer les procédures à l'échelle du système en matière de suivi et d'évaluation de la mise en oeuvre des Stratégies, comme la normalisation de la présentation des rapports sur l'application des Stratégies à la Commission de la condition de la

(Mme Santhoso, Indonésie)

femme et l'intégration de ces procédures aux programmes de travail ordinaires. La délégation indonésienne est en faveur du maintien du cycle quinquennal d'examen et d'évaluation et approuve aussi la tenue de sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme jusqu'en l'an 2000.

54. Le Gouvernement indonésien a toujours appuyé le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme en raison de son rôle déterminant de catalyseur pour ce qui est d'insérer les femmes dans le courant général du développement et de l'appui qu'il fournit aux projets conformes aux priorités nationales et régionales. Il attend beaucoup de la formulation du Plan directeur pour l'Asie et le Pacifique, compte tenu de l'expérience acquise dans les régions de l'Afrique et de l'Amérique latine. L'étude de faisabilité concernant l'amélioration de la condition de la femme dans les villages de pêcheurs des régions centrales de l'île de Java en Indonésie devrait être terminée prochainement et elle devrait considérablement aider les décideurs indonésiens à mettre au point les programmes futurs.

55. La délégation indonésienne prend acte des recommandations du groupe d'experts de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme qui s'est réuni pour étudier la question de l'évaluation du revenu des femmes et la participation et production de celles-ci dans le secteur non structuré. Elle approuve l'accent mis sur l'utilisation de statistiques et d'indicateurs pour examiner les plans, programmes et projets de coopération technique axés sur le développement. Elle attend des résultats importants de la réunion du groupe d'experts en 1988. Elle apprécie l'appui donné à l'atelier national de formation à l'intention des utilisateurs et des producteurs de données et d'indicateurs sur les activités économiques des femmes dans les secteurs structuré et non structuré, tenu à Djakarta en octobre 1987. L'atelier avait pour but de faire comprendre aux décideurs la nécessité de disposer de statistiques par sexe et d'indicateurs sur les femmes en vue de l'intégration des femmes aux activités de développement. On peut y arriver en examinant les activités économiques des femmes, en tant qu'utilisatrices et productrices de données, dans les secteurs structuré et non structuré. Le grand nombre de participants à cet atelier et l'intérêt manifesté par l'INSTRAW, le PNUD, la CESAP et le FISE illustrent brillamment la coopération et la coordination interinstitutions.

La séance est levée à 17 heures.